**Annexe - MODELE DE DECLARATION SUR L’HONNEUR**

**Conformément aux articles** [**L. 2141-1 à L. 2141-5**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703589&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) **ou aux** [**articles L. 2141-7 à L. 2141-10**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) **du code de la commande publique**

**Nom ou dénomination, et adresse du siège social :**

**SIREN/SIRET,** numéro :

**Registre du commerce**, numéro et ville d’enregistrement :

**Répertoire des métiers**, numéro et ville d’enregistrement :

**Motif de non indication d’un numéro de registre de commerce ou de répertoire des métiers :**

🞏 Le candidat est une personne physique non commerçante et n’est pas soumis à l’obligation d’être inscrit au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers. Toutefois, si la profession à laquelle il appartient est réglementée, indiquer ci-dessous les références de son inscription à un ordre professionnel ou la référence de l’agrément donné par l’autorité compétente :

🞏 Le candidat est une société constituée depuis le

Sa demande d’inscription est en cours auprès de l’organisme dont la dénomination et l’adresse figurent ci-dessous :

***J’atteste sur l’honneur :***

1. Avoir pris connaissance de tous les documents du dossier de consultation, et avoir apprécié sous ma pleine et entière responsabilité les prestations à réaliser ;
2. n’entrer dans aucun des cas d’interdiction de soumissionner prévu aux articles [**L. 2141-1 à L. 2141-5**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703589&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401)  **ou aux** [**articles L. 2141-7 à L. 2141-10**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) **du code de la commande publique**[[1]](#footnote-1) ;
3. que s’il est fait appel, pour l’exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
4. que je ne suis pas, et qu'aucun des membres de mon groupement, ni de mes fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants ne figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales et m’engage à informer, sans délais l’Agence de tout changement de situation.
5. Je reconnais que toute fausse déclaration est susceptible de conduire au rejet de ma Proposition

Afin d’attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

🞏 L’entreprise que je représente n’est pas en redressement judiciaire.

🞏 L’entreprise que je représente est en redressement judiciaire, mais a été autorisée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d’exécution du marché (joindre le jugement correspondant du tribunal de commerce).

Mes conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu’en soir la forme.

Nom et qualité du signataire ayant pouvoir d’engager la société :

M/Mme ………………………………………………………………

A , le

Signature (originale) - Cachet de l’entreprise

1. Dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il lui sera demandé de prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public. [↑](#footnote-ref-1)